

Lénine. — Je ne puis pas faire de rapport, mais je vous ferai connaître une question qui intéresse beaucoup tout le monde. C'est celle de la crise du Parti qui s'est déclenchée ouvertement au moment où celui-ci était déjà au pouvoir.

Pour tous ceux qui suivent la vie du Parti, la polémique qui se déroula dans la *Rabotchi Pout* (La Voie Ouvrière) et mes interventions contre Kamenev et Zinoviev ne constituent pas un nouveau. On avait dit, dans le *Dielo Narodu* (La Cause du Peuple), que les bolchéviks craignaient de s'emparer du pouvoir. Cela m'obligea de prendre la plume pour montrer toute l'inconsistance et la bêtise insondable des socialistes-révolutionnaires. J'écrivis : « Les bolchéviks garderont-ils le pouvoir ? » (3). La question de l'intervention armée fut posée à la séance du Comité Central du 1^{er} Octobre. Je craignais de voir de l'opportunisme de la part des internationalistes-unionistes ; mais cette crainte disparut. Tandis que, dans notre Parti, certains (anciens) membres du Comité Central ne furent pas d'accord avec nous. Cela me fit de la peine. Ainsi la question du pouvoir a été posée depuis longtemps. Nous ne pouvions tout de même pas y renoncer maintenant en raison du désaccord de Zinoviev et de Kamenev ? L'insurrection « objectivement » est nécessaire ; les camarades Zinoviev et Kamenev se mirent à faire de l'agitation contre l'insurrection ; on commença à les considérer comme des briseurs de grève. Je m'adressai même par écrit au Comité Central en proposant de les exclure du Parti.

Je suis intervenu violemment dans la presse quand Kamenev intervint au Comité Central Exécutif des Soviets (4). Je ne voudrais pas (maintenant, après la victoire) être sévère envers eux. J'envisageais avec bienveillance les pourparlers de Kamenev au Comité Central Exécutif au sujet de l'Entente, car nous n'y sommes pas contraire au point de vue principe (5).

Pourtant, quand les socialistes-révolutionnaires renoncèrent au pouvoir, je compris qu'ils l'avaient fait après que Kerensky eut commencé la résistance (armée). A Moscou (c'est-à-dire au sujet de la conquête du pouvoir à Moscou), les cho-

ses traînèrent en longueur. Nos droitiers versèrent dans le pessimisme. Moscou soi-disant ne peut pas prendre le pouvoir, etc. Et c'est alors que surgit chez eux la question de l'entente.

L'œuvre de l'insurrection est une œuvre nouvelle ; il faut d'autres forces, d'autres qualités. A Moscou, par exemple, dans beaucoup de cas, les junkers (aspirants) firent preuve de cruauté, fusillèrent des prisonniers, etc. Les junkers, fils de la bourgeoisie, comprenaient qu'avec l'avènement du pouvoir du peuple finit celui de la bourgeoisie, car déjà, même à la Conférence, nous avions pris une série de mesures comme la confiscation des banques, etc. Par contre, les bolchéviks furent souvent trop bonasses. Or, si la bourgeoisie avait triomphé, elle aurait agi comme en 1848 et en 1871. Qui croyait donc que nous ne nous heurterions pas au sabotage de la bourgeoisie ? C'était clair, même pour un nourrisson. Et nous devons appliquer la force : arrêter les directeurs des banques, etc. Des détentions, même brèves, de ceux-ci ont déjà donné de très bons résultats. Cela ne m'étonne guère ; je sais combien ils sont peu capables de lutter de leur propre personne ; l'essentiel pour eux c'est de garder leur petite place bien chaude. A Paris, on a guillotiné, tandis que nous autres, nous ne ferons que priver de leurs cartes de ravitaillement ceux qui ne les recevront pas de leurs syndicats. Nous remplissons ainsi notre devoir. Et voilà qu'à un pareil moment, lorsque nous sommes au pouvoir, la scission apparaît ! Zinoviev et Kamenev disent que nous ne nous emparerons pas du pouvoir « dans tout le pays ». Je ne suis pas en état d'écouter cela avec calme. Je considère cela comme une trahison. Qu'est-ce qu'ils veulent ? Le déclenchement d'une bataille spontanée, à coups de couteau ? Seul, le prolétariat peut sortir de là le pays... quant à l'entente...

Je ne puis même parler sérieusement de cela. Trotsky a dit depuis longtemps que l'union est impossible. Trotsky a compris cela, et, depuis, il n'y a pas de meilleur bolchevik. Zinoviev dit que nous ne sommes pas le pouvoir des Soviets, que, soi-disant, nous sommes les bolchéviks tout seuls, que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks sont partis, etc. Mais ce n'est pas notre faute. Nous sommes élus par le Congrès des Soviets. C'est une organisation nouvelle. Ceux qui veulent lutter y entrent. Ce n'est pas le peuple, c'est une avant-garde qui entraîne la masse. Nous marchons avec les masses actives et non pas avec celles qui sont fatiguées. Renoncer maintenant au développement de l'insurrection (c'est capituler) devant les masses fatiguées, or nous, nous sommes avec l'avant-garde. Les Soviets se déterminent (dans la lutte). Les Soviets sont l'avant-garde des masses prolétariennes. Maintenant on nous invite à épouser la Douma municipale : c'est une absurdité.

On nous dit que nous voulons « introduire » le socialisme : c'est de l'absurdité. Nous ne voulons pas faire de socialisme paysan. On nous dit qu'il faut s'« arrêter ». Mais c'est impossible. On dit même que nous ne sommes pas le pouvoir des Soviets. Que sommes-nous alors ? Nous n'allons

pourtant pas fusionner avec la Douma ! On nous proposerait peut-être encore de conclure un accord avec le Roumtcherod, le Vikjél, etc. (6). C'est du maquignonnage. Peut-être aussi avec le général Kalédine ? S'entendre avec les collaborationnistes qui, plus tard, nous pousseront des bâtons dans les roues ! Ce serait du maquignonnage piteux, et non pas le pouvoir des Soviets. A la Conférence c'est bien ainsi qu'il faut poser la question. 99 % des ouvriers sont pour nous.

S'il doit y avoir une scission, qu'elle arrive ! Si c'est eux qui ont la majorité, qu'ils prennent le pouvoir dans le Comité Central Exécutif des Soviets et qu'ils agissent ; nous, nous irons aux marins.

Nous sommes au pouvoir. Qui est capable à présent de passer à la *Novaja Jizn* (7) ? Des limaces, des sans-principes : tantôt avec nous, tantôt avec les menchéviks. Ils disent que, seuls, nous ne garderons pas le pouvoir, etc. Mais nous ne sommes pas seuls. Nous avons devant nous toute l'Europe. Nous devons commencer : à présent, seule la révolution socialiste est possible. Toutes ces hésitations, ces doutes (ententes), c'est de l'absurdité. Quand je disais (dans une réunion populaire), nous combattons (les saboteurs) par les cartes de pain, les faces des soldats s'animaient. (Les droitiers) affirmaient que les soldats sont incapables de lutter. Mais les orateurs qui sont intervenus devant les masses nous disent qu'ils n'ont jamais vu pareil enthousiasme. Seuls, nous autres, pourrions créer un plan de travail révolutionnaire. Seuls, nous autres sommes aptes à la lutte, etc. Et les menchéviks ? Ils ne nous suivront pas. Voilà, justement, à la Conférence qui vient il faut poser la question de la future révolution socialiste. Nous avons Kalédine devant nous ; nous n'avons pas encore triomphé (complètement). Quand on nous dit (Le Vikjél, les saboteurs, etc.) qu'il n'y a « pas de pouvoir », alors il est nécessaire d'emprisonner, et nous le ferons. Et que l'on nous parle à ce sujet des affaires de la dictature du prolétariat. Voilà, arrêter les gens du Vikjél, ça je le comprends. Qu'ils hurlent à propos des arrestations ! Le délégué de Tver a dit au Congrès des Soviets : « Arrêtez-les tous (8) ; ça je le comprends ; il a une certaine compréhension de ce qu'est la dictature du prolétariat. Notre mot d'ordre présent c'est : sans ententes, pour un gouvernement bolchevik homogène !

Lounatcharsky. Je voudrais vous faire connaître mes impressions sur les masses qui se sont battues. J'ai entendu avec étonnement le discours

(6) Roumtcherod : Comité Exécutif mixte des Soviets de Soldats du front roumain, des rives de la mer Noire et de la garnison d'Odessa.

Vikjél : Comité Exécutif Panrusse des cheminots. Ces deux organisations étaient aux mains des socialistes collaborationnistes.

(7) *Novaja Jizn* (Vie Nouvelle), Journal de Gorki, où les droitiers (Lounatcharsky, Zinoviev, Kamenev, Rykov, etc.) intervenaient contre le Comité Central.

(8) Le délégué de Tver, un paysan, exigea lors du Congrès des Soviets, le 25 Octobre (7 Novembre), l'arrestation d'Avksentiev et des autres chefs collaborationnistes de la Ligue Paysanne de l'époque.

de Vladimir Iliitch au sujet de ce que, soi-disant, Kamenev ne reconnaîtrait pas la révolution socialiste. Pourtant, qui est maintenant au pouvoir ? Les bolcheviks : cela parle déjà de soi-même. Kamenev n'a pas, que je sache, un point de vue menchévik. Notre influence grandit. Les paysans passent de notre côté. L'ouvrier des villes comprend, lui aussi, que la question de la terre, ne lui est pas indifférente. On adopte comme base du décret sur la terre la résolution des socialistes-révolutionnaires. Nous introduisons cela dans le programme de notre activité ; nous pouvons introduire cela aussi dans la nomination du gouvernement (9). Nous autres, Opposition de droite, nous nous sommes arrêtés à la nécessité d'un gouvernement socialiste homogène. Nous disons : pas une seule place aux constitutionnalistes-démocrates !

Nous avons, en outre, signalé la nécessité du contrôle ouvrier, de la régularisation de la production par les Comités d'usine et de fabrique ; les autres partis y consentent. Nous obligerons tout le monde à admettre cela. C'est en cela que consiste notre programme, plus le pouvoir des Soviets. Cela signifie-t-il que nous renonçons aux Doumas municipales ? Ce sont pourtant les nôtres qui siègent là-dedans. Si les Doumas veulent prendre le pouvoir, nous les démolirons. Cela veut-il dire que nous donnons aux Doumas une parcelle du pouvoir ? Non. Simplement une représentation (dans le Gouvernement des Soviets). Et, vraiment, à cause de cela on continuerait la guerre civile ? Non, il ne le faut pas. Faire de nouvelles élections aux Doumas, cela c'est une autre affaire. Voilà huit jours que nous sommes au pouvoir. Mais nous ne savons pas si le décret sur la paix a été porté à la connaissance du peuple. Qui en est cause ? L'appareil technique qui est bourgeois ou petit bourgeois. Il nous sabote. Si la Douma municipale exigeait que la ligne de conduite principale soit changée, ce serait une autre affaire ; mais si elle ne veut qu'une représentation dans le pouvoir, il n'y a pas de quoi en parler. Seuls, nous n'arrangerons rien. La famine commencera. Si ceux qui sabotent, c'est-à-dire l'Appareil technique, ne sont pas avec nous, on ne connaîtra pas non plus notre agitation outre-frontière, et nous n'arrangerons rien. On peut, évidemment, agir par la voie de la terreur, mais pourquoi, dans quel but ?

Nous nous efforcerons d'obtenir un accord, mais s'ils nous saisissent par les mains, nous sommes justement des gens décidés, capables de résister... Actuellement, nous devons, avant tout, nous emparer de l'Appareil tout entier. Cela signifie agir en suivant la ligne de moindre résistance, et non pas prendre d'assaut chaque station. Autrement nous ne pourrions rien faire. C'est la première étape. Il faut s'emparer du premier degré pour pouvoir aller de l'avant. On ne peut pas faire de pareils sauts. Il faut graduellement passer par

(9) La pensée de Lounatcharsky est la suivante : si les bolchéviks ont introduit dans leur décret sur la terre le cahier des paysans, pénétré d'esprit socialiste-révolutionnaire, les bolchéviks doivent aussi partager le pouvoir avec les socialistes-révolutionnaires.